UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

UNITE
UNION NEXUS INCLUSION

Cofinancé par l'Union européenne

Aperçu de la situation socioéconomique des réfugiés et demandeurs d'asile en Côte d'Ivoire – Avril 2025

Côte d'Ivoire. Opération d'enregistrement biométrique dans le Nord du pays en mars 2025. Ferkessédougou, Côte d'ivoire © UNHCR

Note importante - Avertissement sur les données :
Les données utilisées dans cette analyse proviennent de la base de données ProGres, alimentée par les exercices d'enregistrement biométrique des réfugiés et demandeurs d'asile. Ces données sont soumises aux limites habituelles de tout processus de collecte : erreurs de déclaration, données manquantes ou mises à jour partielles etc. Les résultats présentés doivent donc être interprétés comme des estimations indicatives, reflétant les grandes tendances, mais non comme des statistiques exhaustives.

1. Introduction

En avril 2025, **65 493 réfugiés et demandeurs d'asile (D.A)**[1] étaient enregistrés en Côte d'Ivoire, dont 29 602 hommes, soit 45,2% de la population totale, et **35 890 femmes**, soit 54,8%. Cette population, majoritairement féminine, fait face à une situation socioéconomique marquée par une grande fragilité. Les données collectées mettent en évidence des niveaux élevés de dépendance économique, un accès très limité à l'éducation, une faible insertion dans le marché du travail ainsi qu'une forte concentration des activités dans des secteurs à faible productivité. Ces constats traduisent l'urgence de renforcer les politiques d'inclusion sociale et économique, afin de répondre de manière plus équitable et plus efficace aux besoins spécifiques de cette population, souvent sous-représentée dans les réponses nationales, et de trouver des solutions pour les sortir progressivement de l'état de pauvreté dans lequel elles se trouvent.

2. Démographie et éducation

La population adulte réfugiée et D.A en Côte d'Ivoire est majoritairement peu instruite. Parmi les 27 209 personnes âgées de 18 à 59 ans, qui représentent environ 42 % de l'ensemble des réfugiés et D.A enregistrés en avril 2025, près de **90 % déclarent n'avoir jamais reçu d'éducation formelle**. Cette situation freine fortement leur accès à des opportunités d'emploi stables et réduit leurs capacités à devenir économiquement autonomes. Parmi ces adultes, les femmes sont plus nombreuses, représentant 60 % du groupe (16 317 femmes contre 10 892 hommes.

Chez les enfants, la situation est tout aussi préoccupante. On compte 13 757 enfants âgés de 6 à 11 ans, soit environ 23 % de la population réfugiée et D.A. Cette tranche d'âge est répartie de manière équilibrée entre les filles (7 002) et les garçons (6 755). Pourtant, **seuls 5,9 % de ces enfants ont déclaré avoir été scolarisés au moins une fois, et à peine 1,25 % fréquentaient effectivement l'école au moment de leur enregistrement**. Ces données suggèrent une faible inclusion scolaire, compromettant sérieusement les opportunités de trouver un emploi plus tard lorsqu'ils seront adultes.

3. Emploi et dépendance économique

Sur les 27 209 adultes réfugiés et D.A en âge de travailler, **seulement 34 % déclarent exercer une activité économique**. Cela signifie qu'une large majorité reste sans emploi, ou sans activité génératrice de revenu, ou que leur activité économique ne leur permet pas de vivre dignement, ce qui accroît considérablement la pression sur les personnes actives. **En moyenne, chaque travailleur réfugié/D.A doit subvenir aux besoins de plus de six personnes inactives**, traduisant un taux de dépendance économique extrêmement élevé de 601 %.

Cette dépendance est liée à une population à charge très importante. Les enfants de moins de 18 ans représentent plus de la moitié de la population enregistrée. À titre d'exemple, on compte 8 513 enfants âgés de 0 à 4 ans (4 269 filles et 4 244 garçons), soit environ 13 % de l'ensemble de la population. À cela s'ajoutent 9 270 adolescents âgés de 12 à 17 ans (5 064 filles et 4 206 garçons), soit 14 % de la population. Ces jeunes, souvent sans accès à l'école ou à une formation, dépendent entièrement des adultes actifs pour leur survie et leur développement.

Enfin, bien que moins nombreux, les personnes âgées de 60 ans et plus contribuent aussi à la charge démographique : 3 002 personnes (1 388 femmes et 1 614 hommes), soit environ 5 % de la population totale. Cette présence, combinée à celle des enfants, explique un taux de dépendance démographique de 141 %: pour chaque adulte en âge de travailler, il y a plus d'une personne à charge.

Cette double pression – économique et démographique – rend les conditions de vie particulièrement difficiles pour les ménages

[1] Données PROGRES au 15 Avril 2025.

réfugiés et limite leurs capacités de résilience face aux chocs économiques, sociaux ou sanitaires. Aucune épargne n'est possible dans ces conditions.

En ce qui concerne la nature des activités économiques exercées, les réfugiés et D.A actifs sont très majoritairement concentrés dans le secteur agricole. Celui-ci reste le principal pourvoyeur d'emplois, bien qu'il s'agisse le plus souvent d'activités informelles et de subsistance à faible valeur ajoutée. Les métiers les plus représentés sont ceux de la culture vivrière, de l'élevage et du maraîchage, suivis par des emplois occasionnels dans le commerce ou les services domestiques.

4. Inégalités de genre

Les inégalités entre les sexes sont visibles à plusieurs niveaux, qu'il s'agisse de l'éducation, de la participation économique ou des rôles sociaux au sein de la communauté réfugiée et D.A. **Les femmes représentent environ 55 % de l'ensemble des réfugiés et demandeurs d'asile** enregistrés en avril 2025, soit 35 890 personnes sur 65 493. Cette proportion féminine est particulièrement marquée chez les adultes en âge de travailler, où les femmes représentent 60% des 18–59 ans (16 317 sur 27 209).

Dans le domaine de l'éducation, les filles continuent d'être légèrement moins scolarisées que les garçons. **Parmi les enfants âgés de 6 à 11 ans, seulement 1,18 % des filles étaient scolarisées au moment de leur enregistrement**, contre 1,32 % des garçons. Cet écart, bien que relativement faible, traduit un accès encore plus limité des jeunes filles à l'éducation dans un contexte où l'ensemble des enfants est déjà massivement exclu du système scolaire. À plus long terme, cette situation creuse les inégalités de parcours entre garçons et filles dès le plus jeune âge, et expose les filles à l'exploitation sexuelle et aux abus, lesquels peuvent laisser des séquelles qui seront un frein à une activité économique plus tard en raison du traumatisme subi.

Sur le plan économique, les femmes sont nombreuses parmi les adultes réfugiés (16 317 femmes contre 10 892 hommes chez les 18–59 ans), mais **leur participation aux activités génératrices de revenus reste bien plus faible**. En effet, bien que représentant près de 60% des personnes en âge de travailler, les femmes de 18-59 ans ne représentent que 10% des réfugiés et D.A ayant déclaré avoir déjà exercé une activité professionnelle. Les données montrent notamment une sous-représentation féminine dans les filières de l'élevage, du maraîchage ou des cultures commerciales. Lorsqu'elles sont économiquement actives, les femmes réfugiées se retrouvent majoritairement dans des activités précaires, informelles ou domestiques, à faible productivité.

Cette situation résulte de nombreux obstacles structurels : normes socioculturelles défavorables, accès limité aux ressources productives comme la terre ou le crédit, mais aussi forte charge de travail domestique. Les femmes réfugiées et D.A assument en effet traditionnellement l'essentiel des tâches de soins aux enfants – qui représentent à eux seuls plus de 40 % de la population réfugiée (avec 17 498 enfants de 5–11 ans et 8 513 enfants de 0–4 ans) – tout en étant souvent les cheffes de ménage. Cette double responsabilité, économique et familiale, les expose à une vulnérabilité accrue et à une marginalisation persistante dans les initiatives de relèvement.

5. Conclusion

Ce bref aperçu de la situation socioéconomique des réfugiés en Côte d'Ivoire met en lumière des déficits profonds en matière d'accès à l'éducation, de participation au marché du travail et d'autonomie économique. La forte dépendance des personnes actives, combinée à une scolarisation quasi inexistante des enfants et à une marginalisation des femmes, constitue un frein majeur à l'inclusion durable de cette population. L'amélioration de leur situation nécessite des actions ciblées, coordonnées et fondées sur des données solides afin d'assurer leur intégration effective dans les politiques nationales de développement conformément aux engagements du gouvernement pour le Pacte mondiale pour les Réfugiés.

UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

UNITE
UNION NEXUS INCLUSION

Cofinancé par l'Union européenne

Tableau de bord synthétique de la situation des réfugiés et demandeurs d'asile en Côte d'Ivoire en Avril 2025

Taux de dépendance démographique

141%

Pour **chaque personne en âge de travailler** (18-59 ans), il y a en moyenne **environ 1,41 personne dépendante** (enfants de 0 à 17 ans et seniors de 60 ans et plus) à leur charge.

Taux de dépendance économique

601%

Chaque travailleur supporte **financièrement** en moyenne la charge de **6,01 personnes inactives**.

Proportion de la population en âge de travailler (18-59ans) exerçant une activité économique

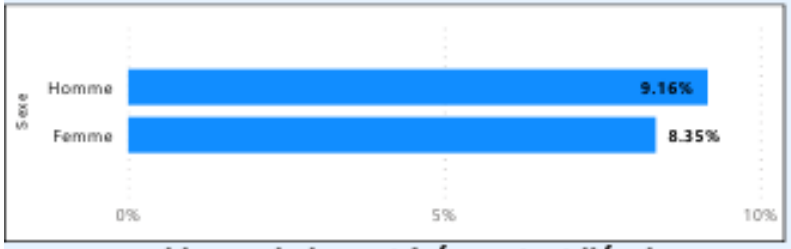
34%

Proportion des jeunes et adultes (15 ans et plus) sans éducation formelle

90%

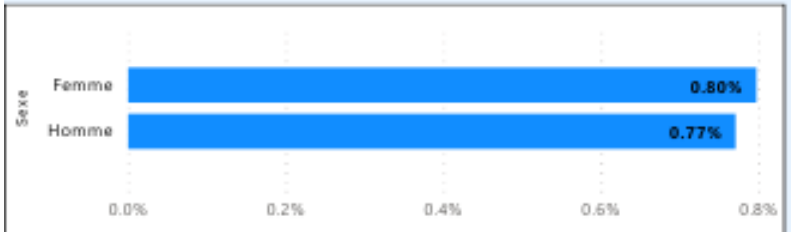
Part des enfants en âge d'instruction obligatoire (06-16 ans) ayant déjà été scolarisés...

8.74%

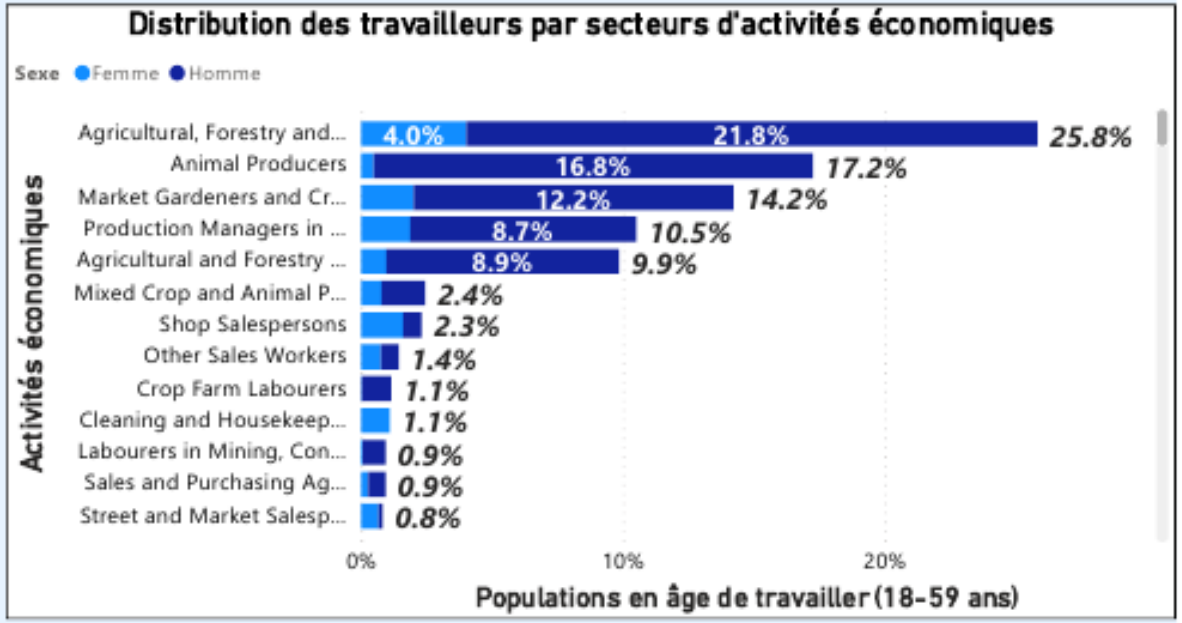


...parmi lesquels la part fréquentant l'école au moment de l'enregistrement

0.78%



Distribution des travailleurs par secteurs d'activités économiques



Forte dépendance à l'égard du secteur agricole, principal pourvoyeur d'emplois, avec une participation féminine relativement faible parmi les agriculteurs de subsistance, les éleveurs et les maraîchers.

Cofinancé par l'Union européenne

Cette publication a été cofinancée par l'Union européenne. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ni celles de l'Union européenne.

Côte d'Ivoire. Opération d'enregistrement biométrique dans le Nord du pays. Côte d'Ivoire © UNHCR

NOUS CONTACTER

Représentation multi pays pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana, le Togo

Louis Falcy
Administrateur Principal – Développement
Courriel : falcy@unhcr.org

Katana Coulibaly
Economiste
Courriel : coulibalyk@unhcr.org